

LES FAITS MARQUANTS DU FISC-V: LUNDI 25 SEPTEMBRE 2006

Le FISC-V (Forum V) s'est ouvert lundi matin. Après les déclarations liminaires et la distribution des prix, la plénière a entendu le Rapport du Président sur l'état d'avancement des activités et a traité les points d'organisation et administratifs. L'après-midi, la plénière s'est penchée sur la question de l'avenir du FISC et le thème de la gestion rationnelle des produits chimiques et la réduction de la pauvreté. Le groupe de travail spécial sur l'avenir du FISC s'est réuni dans la soirée. Les participants ont assisté également à un spectacle culturel de musique hongroise présenté par des enfants.

OUVERTURE DE LA REUNION

Suwit Wibulpolprasert, Président du FISC, a ouvert le Forum V en déclarant que la transparence et l'égalité sont des éléments cruciaux du processus décisionnel du FISC. Il a souligné l'importance de la divulgation de l'information pour la promotion d'une meilleure compréhension et la réduction de l'égoïsme.

Katalin Szili, Présidente du parlement hongrois, a mis en exergue la responsabilité accrue de prévenir les menaces posées à la santé et au bien-être publics contre les sources chimiques. Elle a encouragé les participants à procéder à la détermination de modes et de méthodes permettant la prévention et la réactivité à ces menaces et la garantie d'une plus grande sécurité.

Lajos Molnár, Ministre hongrois de la santé, a mis en relief certaines mesures propres à faire avancer la sécurité chimique, notamment: poursuivre l'élaboration de bases de données consacrées à la sécurité chimique; améliorer la prise de conscience du public, en particulier, des groupes vulnérables tels que les enfants, les femmes enceintes et les personnes âgées; promouvoir une formation particulière aux spécialistes en toxicologie; et, fournir premiers secours et soins médicaux aux personnes contaminées par des produits chimiques.

Soulignant le rôle du FISC dans le soutien de l'élaboration de l'ASGIPC, Miklós Persányi, Ministre hongrois de l'environnement et des eaux, a déclaré que la capacité du FISC devrait continuer à servir au soutien de la gestion rationnelle des produits chimiques.

DECLARATIONS LIMINAIRES

Fatemeh Vaez Javadi, Vice-présidente et ministre de l'environnement, Iran, a parlé du fossé grandissant entre les pays industrialisés et les pays en développement en terme de capacité de gestion des menaces chimiques posées à la santé et à la sécurité humaines, a passé en revue un certain nombre de programmes iraniens consacrés au traitement de ces menaces et a exprimé le souhait de voir s'établir une coopération avec d'autres pays dans les domaines de l'échange d'expériences, de l'information technique et du partage des connaissances. Elle a encouragé le Secrétariat de l'ASGIPC à accorder une priorité au soutien de l'échange d'information et du transfert des technologies et a déclaré que le FISC a encore beaucoup à apporter à travers son approche ouverte, transparente et thématique.

Joel Forman, Ecole de médecine du Mont Sinaï, a parlé des conséquences initiales et différées sur la santé des enfants exposés précocement aux produits chimiques. Il a mis relief la sensibilité des fœtus et des jeunes enfants à l'exposition aux produits chimiques et a donné un aperçu des maladies des enfants et des

adultes qui peuvent en résulter. Forman a souligné les coûts économiques et sociaux élevés de l'exposition, a noté que les données concernant la toxicité des produits chimiques sont incomplètes et a requis la mise en place d'une politique de santé publique mondiale éclairée par la preuve scientifique, permettant de réduire les coûts et de sauver des vies.

Virgie Dammay, Alliance of paysans de Cordillera Homeland, Philippines, a déclaré que les produits chimiques sont largement utilisés depuis l'introduction des systèmes de culture intensive, donnant lieu à des maladies, en particulier, de la peau. Elle a introduit un système de culture traditionnel viable promu par son organisation entre les paysans de la Northern Luzon Cordillera, système qui n'utilise aucun produit chimique synthétique.

Ana Vera Lemos, Justice environnementale, Mozambique, a présenté un rapport sur les efforts fournis par la société civile pour améliorer les politiques locales régissant la mise en décharge des produits chimiques au Mozambique. Elle a indiqué que l'implication de la société civile dans les processus décisionnels concernant l'environnement et les produits chimiques permet des économies de temps et d'argent, améliore la prise de conscience et donne aux communautés locales l'occasion d'être consultées. Elle a souligné la nécessité de données fiables et a plaidé pour l'utilisation des réseaux internationaux et des donateurs pour influencer les politiques gouvernementales.

DISTRIBUTION DES PRIX

Le Président Wibulpolprasert a expliqué que le Prix de reconnaissance particulière est discerné en reconnaissance des contributions exceptionnelles apportées à une activité ou à un thème particuliers liés à la sécurité chimique et que le Prix du Mérite est discerné en reconnaissance de la contribution apportée d'une manière générale à la sécurité chimique.

SMR la Princesse Chulabhorn Mahidol de Thaïlande et l'Institut de recherche Chulabhorn ont reçu le Prix de reconnaissance particulière pour la création de capacités dans le domaine de la sécurité chimique et pour la recherche menée pour la prévention des effets négatifs des produits chimiques dans tous les domaines du développement.

Roy Hickman, Canada, et Ulrich Schlottmann, Allemagne, ont reçu le Prix du Mérite. Schlottmann a, en son nom propre et celui de Hickman, souligné la pertinence du Forum V pour la prise de décision sur l'avenir du FISC, a passé en revue les accomplissements du FISC et a souligné l'esprit de coopération et d'ouverture du FISC.

RAPPORT D'ACTIVITE, QUESTIONS D'ORGANISATION ET QUESTIONS ADMINISTRATIVES

Le Président Wibulpolprasert a donné un aperçu du document "12 Year IFCS and President Progress Report for Forum V, 2006." Il a présenté le travail accompli par le FISC comme étant l'un des principaux facteurs de la réussite de l'ASGIPC. Au sujet de l'avenir de la sécurité chimique mondiale, il a souligné la nécessité: de promouvoir la participation multiseCTORielle et multipartite; d'établir un équilibre entre le développement "fondé sur une croissance verte" et le développement "fondé sur la suffisance"; et accroître le nombre des alliances de femmes communautaires

partout dans le monde. Il a remercié en particulier Georg Karlaganis (Suisse), Jamidu Katima (Tanzanie) et Romeo Quijano (Philippines) pour leurs travaux.

Jules de Kom (Surinam) a été élu Rapporteur du Forum V.

Les participants ont approuvé l'ordre du jour proposé, l'ordre du jour annoté et le calendrier des travaux.

Le débat sur "les points administratifs du FISC," qui englobe l'examen du budget futur, a été reporté en attendant la conclusion d'un accord sur l'avenir du FISC.

L'AVENIR DU FISC

Georg Karlaganis (Suisse) a présenté le document "Thought Starter on the Future of IFCS" (IFCS/FORUM V/02-TS) comme plate-forme de discussion. Mettant en exergue la résolution du PNUE concernant le FISC (UNEP/GCSS.IX/6/Add.2, Annexe III, Résolution 3), il a déclaré que le FISC a mandat de poursuivre son rôle en tant qu'organe consultatif et d'échange d'informations, et qu'il peut le faire en complément à l'ASGIPC.

Les régions d'AMERIQUE LATINE ET CARAÏBES, d'ASIE-PACIFIQUE, d'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE et d'AFRIQUE ont apporté leur appui à la continuation du FISC et ont fait l'éloge de son travail et de ses procédures ouvertes, transparentes et inclusives.

La REGION ASIE-PACIFIQUE a déclaré que le rôle du FISC devrait intégrer: la détermination des priorités; l'évaluation de la situation mondiale en matière de sécurité chimique; la promotion de la coopération entre les pays membres; la promotion des capacités nationales; le renforcement des efforts nationaux; et la fourniture de conseils aux gouvernements.

Le Nigeria, au nom de la REGION AFRICAINE a déclaré que le FISC établit des passerelles entre la politique et la science et qu'il ne devrait pas être remplacé par un organe politique de haut niveau tel que la Conférence internationale sur la gestion des produits chimiques (CIGPC). Avec l'ALLEMAGNE et la TANZANIE, la représentante a souligné que la CIGPC n'a pas le rôle du FISC, de forum ouvert et inclusif qui promeut l'interaction transparente entre les gouvernements et les parties prenantes. La HONGRIE a apporté son appui à l'octroi d'un rôle futur au FISC en tant que forum ouvert, a plaidé pour l'amélioration des synergies entre la CIGPC et le FISC et a proposé qu'une réunion soit tenue l'année prochaine sur la coopération et les interconnexions entre la CIGPC et le FISC.

Le délégué des ETATS-UNIS a déclaré que l'ASGIPC fournit aux parties prenantes la participation et le traitement des thèmes émergents et, au nom des Etats-Unis et de l'AUSTRALIE, a proposé "la mise en sommeil" du FISC ou la fusion du FISC avec l'ASGIPC. Le JAPON n'a pas apporté son appui ni à l'idée de "mettre en sommeil" le FISC ni aux autres options proposées et a déclaré qu'il est besoin de poursuivre l'élaboration. La SUISSE et la NORVEGE ont souligné la nécessité à la fois de politiques établies et de forums de réflexion et ont appelé à l'adoption d'une approche de soutien mutuel pour l'ASGIPC et le FISC. La REGION AFRICAINE a déclaré que l'ASGIPC est encore nouvelle et qu'elle ne dispose pas encore de mécanisme de financement sûr pour la concrétisation de l'objectif de 2020. L'ALLEMAGNE a souligné que le FISC est encore indispensable compte tenu du manque actuel de structures de travail efficaces dans le cadre de l'ASGIPC, et a proposé: le renforcement des ASGIPC/CIGPC et son Programme de démarrage rapide (PDR); l'utilisation du FISC pour combler les écarts entre la gestion internationale disponible des produits chimiques et les exigences d'Action 21; et, l'utilisation du FISC comme "lieu de réflexion" et un forum d'édification de consensus, dans les préparatifs de la CIGPC-2. La ZAMBIE, MADAGASCAR, l'IRAN, la FRANCE et PAN INTERNATIONAL ont apporté leur appui à la continuation du FISC. L'ALLEMAGNE a annoncé une contribution de €100.000 pour le FISC en 2007, sous réserve de l'approbation du parlement, et a encouragé d'autres donateurs à suivre l'exemple.

Un groupe de travail spécial présidé par Georg Karlaganis, Suisse, a été établi pour poursuivre la discussion de la question de l'avenir du FISC.

REDUCTION DE LA PAUVRETE

Maria Neira, OMS, a encouragé l'examen de la manière dont la "chimicalisation" est motivée et gérée.

Lynn Goldman, Université Johns Hopkins, a passé en revue le document "Lancement d'idées" sur la réduction de la pauvreté et la gestion rationnelle des produits chimiques (IFCS/FORUM V/04-TS), mettant en relief la vulnérabilité disproportionnée des pauvres à l'exposition à des matériaux dangereux. Elle a appelé à des efforts

visant à accroître l'interaction entre les chargés de la gestion des produits chimiques et les chargés de la conception et de la mise en œuvre des stratégies de réduction de la pauvreté. Elle a passé en revue des études de cas portant sur des "tragédies évitables" impliquant une mise en décharge de déchets dangereux sans confinement, un balayage des déchets, un recyclage des batteries, une exploitation minière au plomb, l'utilisation de poteries au plomb, des déchets électroniques et un usage inapproprié de pesticides.

Jill Hanna, Commission européenne, a souligné que démontrer simplement l'existence de liens forts entre la problématique des produits chimiques et la problématique de la pauvreté ne garantira pas forcément le financement, compte tenu du fait que les produits chimiques sont concurrencés par de nombreux autres défis à traiter par les donateurs, tels que la mauvaise gouvernance et l'inégalité des sexes. Elle a souligné l'importance de l'utilisation de la preuve tirée de l'évaluation environnementale du millénaire et de l'initiative de l'OMS en faveur de l'environnement et de la santé, rattachant les questions des produits chimiques aux Objectifs du millénaire pour le développement. Elle a également suggéré que l'étude des coûts occasionnés par l'absence d'une gestion rationnelle des produits chimiques sera un argument fort pour l'obtention de l'appui des donateurs. Hanna a souligné que le PDR de l'ASGIPC ne sera pas le seul mécanisme de financement couvrant la gestion des produits chimiques et que l'UE est en train de mettre en place un programme couvrant de tels sujets.

Sarojeni Rengam, Réseau d'action contre les pesticides - Asie-Pacifique, a déclaré que les pays qui disposent de régimes fonciers équitables et efficaces et qui assurent les droits de propriété à la fois aux hommes et aux femmes se sont développés plus rapidement et ont réalisé de hauts niveaux de sécurité alimentaire, de santé et de bien-être. Soulignant les liens entre pauvreté et contamination aux pesticides, Rengam a déclaré que les petits agriculteurs, les travailleurs du secteur agricole et les communautés autochtones n'ont pas leur mot dans la détermination des pratiques agricoles. Elle a souligné la nécessité de la création de capacités et de l'habilitation pour permettre la participation des paysans, des communautés autochtones, des travailleurs du secteur agricole, les pauvres des zones urbaines et les femmes dans l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques de réduction de la pauvreté.

Nelson Manda, Zambie, a présenté les perspectives des pays en développement, passant en revue un certain nombre d'études de cas et soulignant, entre autres, la responsabilité diffuse dans le domaine de la gestion des produits chimiques, des institutions faibles et l'absence, dans d'autres institutions, de capacités pour traiter les effets négatifs des problèmes des produits chimiques gérés de manière inappropriée. Il a souligné que les crises sanitaires causées par la pollution au PCB des industries électriques gouvernementales peuvent donner lieu à une déviation des ressources de la réduction de la pauvreté.

Les débats menés par les participants ont englobé: la disponibilité et la mobilisation des fonds pour les activités dans le domaine de la sécurité chimique et l'élimination de l'utilisation du DDT, en particulier dans les zones touchées par le paludisme; et l'importance de l'habilitation et de l'implication des organisations communautaires et des agriculteurs dans la formulation des politiques.

GROUPE DE TRAVAIL SPECIAL SUR L'AVENIR DU FISC

Le groupe de travail spécial sur l'avenir du FISC s'est réuni lundi soir dans le but de travailler à l'élaboration d'un projet de recommandation. Après quelques interventions liminaires, les participants ont tenu une session de "réflexion" préliminaire pour faciliter la tenue de discussions ouvertes. Le débat s'est poursuivi tard dans la nuit.

DANS LES COULOIRS

Le thème qui a fait l'objet des échanges entre les participants, dans les couloirs, est celui de l'avenir du FISC. Certains participants ont été entendus dire qu'en fin de compte le sort du FISC dépendra de la disponibilité des ressources financières, tandis que d'autres en étaient à se demander quel levier les pays en développement pouvaient présenter pour faire pression en faveur du maintien du FISC. Dans un cercle différent, les délégués étaient en train de commenter la valeur du FISC pour les pays en développement, notamment son rôle consultatif dans les questions scientifiques et techniques. Comme l'a souligné un vétéran chevronné, à long terme, lorsque l'ASGIPC sera mise en œuvre, le FISC risque de devenir redondant mais, en attendant, beaucoup estiment "qu'un tiens vaut mieux que deux tu l'auras."